

Motion de soutien au peuple Touareg

Oloron Sainte Marie, le 1^{er} octobre 2010.

Les Touaregs forment un peuple autochtone de quatre millions de personnes qui occupe le Sahara et comprend le nord du Mali, du Niger, le sud de l'Algérie, le sud-ouest de la Lybie et l'extrême nord du Burkina Faso. Leur identité n'est pas reconnue et leur culture est niée par les gouvernements de ces pays.

Leur pays est donc aujourd'hui coupé par les frontières de cinq États, ce qui limite drastiquement leur libre circulation dans leurs territoires traditionnels. Plus que cela, les États exploitent ou concèdent à des firmes privées l'exploitation des ressources naturelles des Touaregs : uranium, pétrole, gaz, or, argent, phosphate... Ils sont alors chassés de leurs territoires ou subissent les pollutions radioactives meurtrières comme c'est le cas par exemple à Arlit et à Akakon au Niger. Le pays Touareg est devenu un objet de convoitises et de prédatons de la part de firmes multinationales, des États de la région et des États étrangers. Toute réaction des Touaregs pour réclamer le respect de leurs droits leur vaut une répression féroce qui a fait des milliers de victimes au cours des cinquante dernières années.

Depuis peu, cette région connaît une situation d'insécurité liée, semble-t-il, à la mouvance terroriste d'origine islamiste et dans laquelle on essaye d'impliquer les Touaregs. Pourtant, la méthode de prise d'otage n'est pas et n'a jamais été dans les pratiques de la résistance touarègue. En revanche, le retour de la sécurité et de la paix dans cette zone est possible mais ne peut avoir lieu sans l'implication active des communautés touarègues.

A toutes ces menaces s'ajoutent les conséquences du réchauffement climatique qui réduit les ressources de vie et, partant, contraint les populations à rejoindre les villes, où elles survivent dans la plus grande des précarités. Dans ce contexte, la survie du peuple Touareg est gravement menacée à court terme.

Nous délégués des Populations de Montagnes du Monde, réunis à Oloron Sainte Marie (France) à l'occasion des rencontres mondiales des populations des montagnes, organisées par l'APMM, considérons que le peuple Touareg est confronté à une situation d'urgence humanitaire, pour laquelle la Communauté internationale doit se mobiliser. **L'ONU, l'UE, l'UA**, doivent assumer leurs responsabilités, afin que des mesures soient prises en faveur de la protection du peuple Touareg et de sa civilisation.

A plus long terme, la solution définitive qui assurera la paix et le développement durable de la région passe par la reconnaissance des droits individuels et collectifs des Touaregs, nécessitant l'établissement d'un statut d'autonomie qui leur permettra l'exercice de la souveraineté sur leur territoire.